

le Temps 25 Août 98

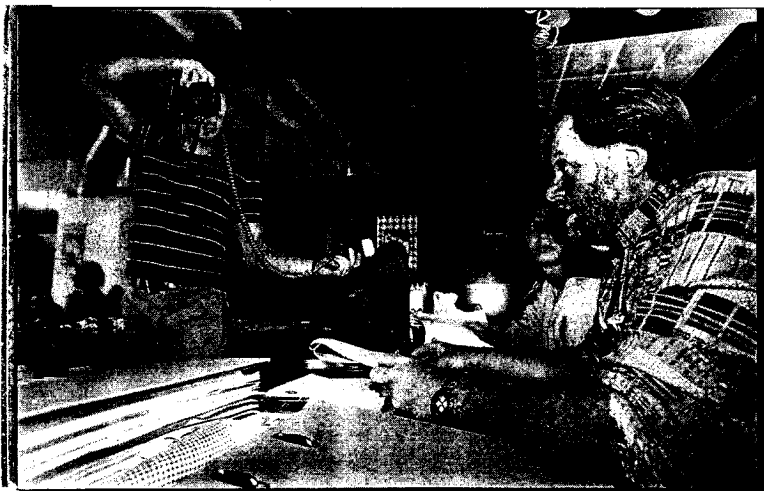
GENÈVE • L'occupation des anciens locaux de «La Suisse» par des militants du monde associatif n'aura servi à rien. Vu l'état de ses finances, le canton ne veut pas racheter les bâtiments du défunt journal mis aux enchères jeudi

Genève refuse de dépenser quatre millions pour créer une Maison des associations

Catherine Dubouloz

Le suspense a pris fin lundi en début de soirée. La Maison des associations socio-politiques ne s'installera pas dans les anciens locaux du journal *La Suisse* entre la rue des Savoises et la rue du Vieux-Billard (LT d'hier). Laurent Moutinot, responsable socialiste du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL), a fait savoir par voie de communiqué que l'Etat ne rachèterait pas les bâtiments lors de la vente aux enchères prévue jeudi: l'opération est trop chère vu l'état catastrophique des finances cantonales.

Le conseiller d'Etat a ainsi mis un terme aux espoirs de la Fédération pour l'expression associative qui a tenté lundi un dernier baroud d'honneur pour influencer le canton. A dix heures du matin, une vingtaine de militants de la Fédération ont investi les locaux désaffectés depuis le printemps 1994 pour une occupation de vingt-quatre heures. Parmi eux, des membres du Bureau international de la paix, de l'Association du village alternatif, de celle pour le commerce équitable, de l'association Suisse-Birmanie, de celle pour la langue et la culture brésiliennes, du comité de soutien au peuple tibétain, de l'Université populaire de Genève. Autant de mouvements intéressés par la création d'une Maison des associations.



Régis de Battista et d'autres militants auront rêvé quelques heures dans les locaux de l'ex-journal. Laurent Moutinot se dit prêt à soutenir d'autres projets, s'ils sont «raisonnables». GENÈVE, 24 AOÛT 1998

Vitres brisées, fils électriques émergeant de la moquette grise, morceaux de faux plafond effondrés: les vastes locaux qu'occupait *La Suisse* sont devenus lugubres. Un dessin de presse déchiré affiché contre un mur ou des affichettes jaunies appelant à élire la commission du personnel y restent les seuls vestiges du défunt quotidien. Lundi, des serpents et des guirlandes colorées avaient du

mal à égayer un peu l'endroit où tournait l'ancienne rotative, à côté de ce qui fut l'imprimerie.

L'occupation aura permis aux membres des associations et aux politiciens de gauche qui les soutenaient de rêver, quelques heures durant, à la concrétisation de leur projet. Celui-ci prévoyait de louer à bas prix des bureaux aux associations en mal de locaux, de créer des salles de réunion et d'exposition, une ca-

fétéria, une bibliothèque, une crèche et même un cinéma, puisque la Coopérative des ex-employés de la Strada cherche, depuis janvier dernier, un lieu où rouvrir une salle destinée au cinéma d'art et d'essai. Les associations promettaient de remettre en état le bâtiment et d'en assumer les frais de fonctionnement. Selon un plan financier réalisé avec l'aide de la CODHA (la Coopérative de

l'habitat associatif) et d'architectes, le coût de la remise en état se serait élevé à 2,5 millions de francs.

Exigences de la table ronde

Cela n'a pas suffi à convaincre Laurent Moutinot. Pour lui, «l'acquisition des locaux de l'ex-journal *La Suisse* ne peut être envisagée». Les deux bâtiments appartenant à Sonor SA – la société éditrice de *La Suisse* – doivent être mis aux enchères au prix de quatre millions de francs, une «somme trop élevée eu égard aux possibilités de l'Etat», écrit le socialiste. Le canton craint aussi de devoir prendre en charge un déficit de fonctionnement, si la Maison des associations n'arrive pas à assurer seule les frais de fonctionnement de l'ensemble. Toutefois, pour mettre un peu de baume au cœur des membres de la Fédération, Laurent Moutinot souligne aussi que «l'Etat est prêt à soutenir la création d'une Maison des associations» si le projet est «raisonnable» et n'implique qu'une aide financière modérée.

Le conseiller d'Etat n'avait guère le choix. La date des enchères tombe au plus mal politiquement. Jeudi, c'est le jour de la troisième table ronde sur le budget 1999: un rappel têtue que le déficit du canton doit être réduit de 500 millions de francs et que chaque dépense est désormais scrupuleusement pesée. ■